



Au ministère de la Culture, nous sommes toutes et tous concernés par les revendications du 17 septembre 2020 !

Tout le monde aura compris, qu'avec le plan de relance l'heure n'est plus à la reconnaissance des travailleurs qui produisent les richesses - les premiers de corvée -, sitôt oubliés, mais à celle de rétablir les profits des plus riches et à confirmer et amplifier les mesures régressives que porte en réalité Emmanuel Macron et ce en dépit de l'urgence sociale et climatique.

Malgré 100 milliards d'euros dédiés au « Plan de relance », aucune mesure salariale n'est envisagée pour les « bas salaires » ⁽¹⁾, alors que le gouvernement pourrait décider sans attendre de l'augmentation du SMIC et des minima sociaux.

Les aides aux entreprises et autres allègements de cotisations sociales qui se chiffrent par milliards d'euros ne sont soumis à aucun contrôle, à aucune exigence de devoir rendre des comptes et de contribution à l'effort collectif de redressement du pays en préservant la cohésion sociale... juste une « invitation » à modérer le versement de dividendes aux actionnaires !

Aucun soutien non plus à la hauteur des enjeux d'avenir pour l'industrie, comme le propose la CGT, notamment dans les domaines de l'imagerie médicale, de la fabrication de bouteilles d'oxygènes, du tri et du recyclage, etc.

En dépit de la communication gouvernementale, le Ségur de la santé n'a annoncé en vérité aucun changement ni infléchissement dans la politique de démantèlement du service public de santé ⁽²⁾. Pire, il la conforte en poursuivant une gestion libérale, purement comptable, et en dégradant encore un peu plus les conditions de travail. Des miettes pour les salaires, des créations d'emplois a minima (moins de 4 emplois par établissement) ... Quant aux lits promis, les 4 000 ne compensent même pas les 4 700 supprimés depuis le début du quinquennat d'Emmanuel Macron !

Pour réduire les inégalités et les déficits publics, il faut, tout au contraire, travailler moins pour travailler tous, en opposition à la baisse du pseudo « coût du travail » et du « travailler plus ». La CGT revendique le passage aux 32h et l'augmentation générale des salaires.

Alors que chaque jour qui passe confirme que la crise sanitaire est loin d'être terminée, les agents de la Fonction publique sont à leur poste pour remplir leurs missions et répondre aux besoins de la population. Leur sens du service public, leur engagement constant, doivent être reconnus autrement que par des paroles élogieuses. Leurs sacrifices méritent autre chose que des primes parcellaires et inégalitaires. Dix ans de gel de la valeur du point d'indice, ça suffit !

Au ministère de la Culture, ministère pauvre de l'aveu même des ministres successifs, il est temps de s'attaquer sérieusement à la revalorisation des salaires, des régimes indemnitaires, des carrières des agents, ainsi qu'à la résorption de la précarité et l'abrogation du contrat de projet.

La crise sanitaire actuelle a montré l'importance d'avoir une protection sociale de haut niveau. Le ministère a le devoir de lutter contre toute forme de précarisation et de paupérisation, mais aussi d'améliorer les dispositifs de protection des agents sans aucune exclusive. Par exemple, il n'est pas acceptable que ce ministère participe si faiblement à la protection sociale complémentaire de ses agents. Il est impératif et urgent de revoir cela et de renforcer par ailleurs tous les dispositifs d'action sociale permettant de protéger les agents des aléas de la vie.

A l'heure où la ministre crée une délégation « à la transmission des savoirs et à la démocratisation culturelle » dont les objectifs sont de « permettre l'accès à tous nos concitoyens à la vie culturelle, développer les échanges avec les territoires et renforcer la coordination de l'enseignement supérieur culturel », le ministère se laisse entraîner dans une régionalisation et une préfectorialisation dogmatiques qui menacent nos DRAC. Que doit-on penser de cet affaiblissement du ministère dans sa capacité à décliner localement la transformation incontournable des politiques publiques culturelles et la nécessité impérieuse d'un changement de paradigme et de modèle incarné par cette nouvelle délégation ? Nous devons nous battre pour des DRAC fortes portant cette nouvelle et nécessaire ambition culturelle dans tous les territoires !

La crise sanitaire a mis en exergue une crise des modèles économiques, du consumérisme culturel et des schémas de gouvernance, particulièrement violente pour les établissements recevant du public. Il est impératif d'engager un travail de fond pour assurer à l'avenir une solidité économique et revoir la priorisation des missions, notamment au regard des objectifs de la nouvelle délégation.

Le Président de la République ne nous a-t-il pas invités à plusieurs reprises à nous réinventer ?

**La CGT-Culture appelle donc tous les agents du ministère
à se mobiliser et à participer à la journée du 17 septembre 2020**

**Manifestation à Paris, rendez-vous à 14h
Place de la République derrière le ballon de l'UFSE-CGT**

Paris, le 16 septembre 2020

(1) « Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune, notre pays tient tout entier sur des femmes et des hommes que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal » (E. Macron, le 13 avril 2020)

(2) « Ce que révèle cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre État-providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe. Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché » (E. Macron le 12 avril 2020)

Lien pour le préavis de grève UFSE :

https://ufsecgt.fr/IMG/pdf/preavis_de_greve_ufse_17_septembre_2020.pdf